Marie

N° 257. CINQ CENTIMES Mardi 4 Juin 1889

RÉDACTION ET ADMINISTRATION :
ROUBAIX, rue du Vieil-Abreuvoir, N° 12
TOURCOING, rue Verte, 56.

PRIX DES ABONNEMENTS
ROUBAIX-TOURCOING
3 mois, 4 fr. 50. — Un an
NORD et départements limitrophes
3 mois, 6 fr. — Un an, 24 fr.

L'abonnement continue sauf avis contraire.

L'AVENIR DE ROUBAIX-TOURCOING

JOURNAL RÉPUBLICAIN QUOTIDIEN

PRIX DES ANNONCES :
ANNONCES . . . . 0 fr. 25 la ligne
RÉCLAMES . . . . 0 fr. 50 —
FAITS DIVERS . . . 0 fr. 75 —
LOCALES . . . . . 1 fr. » —

Les annonces sont reçues à ROUBAIX-TOURCOING au *bureau du journal* à PARIS à *l'Agence Audbourg*, place de la Bourse, 10, et à BRUXELLES pour toute la *BELGIQUE* et la *HOLLANDE*, chez MM. A. GROSSEAN et Cie 104, boulevard Anspach et 3, rue des Teinturiers.

TÉLÉPHONE

M. CARNOT DANS LE PAS-DE-CALAIS — 3me JOURNÉE

ROUBAIX-TOURCOING 3 JUIN 1889

RÉFLEXIONS
SUR LE VOYAGE DU PRÉSIDENT

M. Chincholle lui-même, l'historiographe complaisant des faits et gestes du brav' général, est obligé de le reconnaître dans le *Figaro* : le voyage du Président dans le Pas-de-Calais, est un gros succès, presque un triomphe.

La chose étant indéniable, les gens de mauvaise humeur et les journaux qui reçoivent leur mot d'ordre des prétendants, cherchent à l'expliquer où plutôt à en atténuer l'importance. Ils mettent sur le compte de la curiosité, voire de la badauderie française, les acclamations enthousiastes que les masses populaires font aujourd'hui sur le parcours du cortège présidentiel.

Le peuple, disent-ils, est respectueux par instinct ; il s'incline toujours spontanément devant le chef de l'Etat, quel qu'il soit, parce que ce dernier incarne à ses yeux, à tort ou à raison, l'autorité légitime. Ce n'est pas la République que l'on acclame dans la personne de M. Carnot ; c'est le pouvoir suprême. Laissez venir la monarchie ou le boulangisme, républicains trop naïfs, et vous en verrez bien d'autres !

Le peuple, qui se laisse aujourd'hui éblouir par des apparences trompeuses, ouvrera les yeux, reconnaîtra ses illusions, et se prosternera humblement devant le chef de la nation, revêtu de tout le prestige de sa dignité, et entouré de tout l'appareil de sa force. M. Carnot n'est qu'un instrument inconscient de notre sainte cause. Il répand, sans s'en douter, la semence dont nous recueillerons bientôt les fruits ; il entretient à son insu, le culte de l'idole monarchique dans les foules.

Vraiment ? M. Carnot n'est cependant pas un homme d'Etat, inodore et neutre, dépourvu d'opinions et de personnalité. Avant d'être appelé au poste qu'il occupe, par la confiance des républicains du Parlement, le président de la République avait pris nettement position, dans les grandes controverses qui agitent le pays. M. Carnot n'est pas né à la vie politique, le jour où il est entré à l'Elysée.

Il a des antécédents bien antérieurs à son arrivée à la première magistrature de l'Etat ; il a pris une part assidue aux travaux de la majorité républicaine, il a même été plusieurs fois ministre, avant d'être Président de la République.

Ses idées et ses principes politiques, ses votes comme député, ses actes comme membre du gouvernement, sous la présidence de M. Grévy, sont connus, archi-connus. Parmi les citoyens qui lui rendent hommage, il n'y en a pas un qui ignore son passé.

On sait que M. Carnot s'est associé, très ouvertement, à toutes les réformes qui ont marqué les premières années de l'établissement de la République ; on sait qu'il a pris sa part d'honneur et de responsabilité dans ces lois sur l'instruction laïque et sur la laïcisation d'un grand nombre de services publics, qui ont si fortement scandalisé les cléricaux et les réactionnaires.

On sait enfin qu'il a été porté au pouvoir suprême, par le parti républicain ; et que son premier soin, en prenant possession de son mandat, a été de déclarer qu'il entendait rester fidèle à ses origines et seconder les efforts de son parti dans la lutte à outrance contre la droite cléricale.

C'est ce qui nous permet d'affirmer aux esprits chagrins et aux sophistes de la réaction, qu'ils se trompent grossièrement, en essayant de dénaturer ou d'amoindrir la portée du voyage du président Carnot, dans le Pas-de-Calais.

Sans doute, les ovations qui se produisent, tout le long du trajet parcouru par le chef de l'Etat, ne passent pas par-dessus sa tête, pour s'adresser exclusivement à la République. M. Carnot a une juste part dans ces hommages, car le peuple sait rendre justice à ceux qui l'ont toujours servi avec probité, désintéressement et modestie ; mais, il faut être aveugle ou d'une mauvaise foi absolue, pour ne pas voir que les milliers de citoyens du Pas-de-Calais, qui témoignent tant d'enthousiasme, en recevant M. Carnot au milieu d'eux, confondent dans leurs acclamations le gouvernement de la République et le bon citoyen qui le représente si dignement devant la France comme devant l'Europe.

Les amateurs de distinctions subtiles peuvent ergoter : c'est le président de la République Carnot, et non M. Sadi-Carnot tout court, que l'on fête et que l'on acclame, en ce moment, chez nos voisins du Pas-de-Calais.

Cela peut être cruel pour eux ; mais cela est ainsi.

Eh ! mon Dieu, oui, messieurs les réactionnaires, l'admirable accueil qu'on fait à M. Carnot les populations ouvrières de Lens et de Bruay, est dû tout autant à son titre de républicain convaincu et de partisan sincère de la souveraineté du peuple et de la justice sociale, qu'à ses hautes fonctions officielles.

Consultez donc l'histoire du passé ; et vous verrez qu'il n'est pas au pouvoir du premier chef d'Etat venu, de provoquer sur son passage des manifestations aussi touchantes.

L'Empereur Napoléon III n'entreprenait un voyage, qu'après s'être fait précéder par une nuée de mouchards chargés de chauffer l'enthousiasme des masses. Le nombre des grandes villes où ce souverain fut froidement accueilli, durant son règne, est incalculable.

Pour entendre des acclamations nourries, l'empereur était obligé d'aller au camp de Châlons, où les troupes prétoriennes recevaient au préalable la consigne de crier : Vive l'Empereur !

Qui ne se souvient des lamentables équipées du maréchal de Mac-Mahon, à travers la province ?

Nous le voyons encore, au milieu des rues de Lyon, enfonçant ses éperons dans le flanc de son cheval et galopant à la tête de son état-major, pour se dérober aux manifestations ironiques de la foule qui criait à pleins poumons : Vive la République ! Vive l'amnistie !

Pauvre maréchal ! Il avait beau changer de milieu, prendre les trains rapides, passer du Nord au Sud et de l'Est à l'Ouest. Cette obsession le suivait partout, comme un châtiment, à tel point qu'un jour, pendant tout empire sur lui-même, ce brave et infortuné militaire fourvoyé dans la politique, se tourna vers son entourage, et lui dit : « Mais qu'est-ce qu'ils ont donc à crier tout le temps : Vive la République ? J'en ai assez. Moi aussi, je crierai : Vive la République ! si on m'em... bête encore ! »

Le cri que le peuple poussait aux oreilles du maréchal Mac-Mahon, en manière de protestation, il le pousse aujourd'hui, en présence de M. Carnot, comme une affirmation solennelle et réfléchie de sa foi politique, qui n'a pas varié, quoi qu'en en dise, depuis le jour où l'effondrement de l'Empire au milieu de l'invasion, l'a définitivement éclairé sur le danger du pouvoir personnel.

Et voilà la principale moralité à déduire du voyage du Président dans le Pas-de-Calais !

A. G. CLAUDE.

LE VOYAGE
DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE
DANS LE PAS-DE-CALAIS

(De nos Rédacteurs et Correspondants spéciaux).

A Bruay
Punch à la Presse

Bruay, 8 heures 50 matin. — Après la retraite aux flambeaux qui a été superbe comme je vous l'ai télégraphié hier, M. Leroy, l'aimable maître de Bruay a offert un punch à la presse dans le magnifique cercle de la ville.

Notre ami et confrère Charles Simon a remerclé la municipalité au nom de la presse parisienne et provinciale.

On s'est séparé vers une heure du matin pour aller se coucher chez les habitants.

Les journalistes ont reçu le meilleur accueil de la population ; pour ma part j'ai été logé chez M. Pierre, chef de place de la fosse n° 5, à qui je tiens à présenter tous mes remerciments pour la façon vraiment charmante avec laquelle il a traité votre représentant.

Le sommeil n'a pas été de longue durée car à 4 heures du matin, on nous réveillait pour

La descente à la mine

M. Yves Guyot, ministre des travaux publics, M. le colonel Kornprobst, M. le commandant Chamoin, sont présents sur le carreau lorsqu'y arrivent les journalistes.

En un instant tous les invités revêtent le costume de mineurs et se coiffent du chapeau de cuir portant la lampe allumée.

M. Halloy, administrateur de la Compagnie, M. Bergaud, ingénieur en chef des travaux du fond, M. Guillain, directeur des mines, M. Lorieux, inspecteur général, M. Dupreq, ingénieur en chef, M. Soubeyran, directeur de l'Institut industriel de Lille dirigent la descente.

En quelques minutes, tous les invités sont descendus à la veine n° 6, à une profondeur de 284 mètres.

On monte dans les petits wagonnets et on file avec rapidité sur la voie ferrée qui longe la *bouette*, c'est-à dire la grande allée où viennent aboutir les galeries latérales.

On parcourt ainsi environ 300 mètres. Jusque là l'exploration n'a rien eu de bien fatiguant, mais la situation ne tarde pas à changer.

On nous fait gravir un plan incliné où nous sommes obligés de marcher plies en deux tant la voûte est basse. Au sommet de cette galerie, nous trouvons une taille, il faut se mettre à plat ventre pour arriver jusqu'aux ouvriers qui dans cette position peu commode abattent le charbon à coups de pic.

M. le Ministre des Travaux publics rampe le premier pour se rendre compte du travail pénible des mineurs.

Le retour aux cages s'opère à pied sur un parcours de plusieurs kilomètres.

Il est 6 heures 40 lorsqu'on revient au jour.

M. Fougerat, ingénieur en chef des travaux du jour, a bien voulu à la sortie de la fosse, photographier le groupe d'explorateurs, vous y verrez figurer sous le costume de mineurs, M. le Ministre des travaux publics et MM. les officiers de la maison militaire du Président, entourés de la presse.

M. Yves Guyot a remis aux quelques ouvriers qui l'avaient accompagnés, une somme de 100 francs.

Le départ de M. Carnot

M. Carnot arrive au passage à niveau numéro 2, à 8 heures 40, escorté comme à l'arrivée par la gendarmerie, les dragons et les mineurs.

A toutes les portes environnantes, on tire des salves d'artillerie.

A 8 h. 50 le train part, salué par une frénétique acclamation de : Vive Carnot !

Le président de la République a laissé 1.500 francs pour les pauvres de Bruay.

A Isbergues

9 heures 45

A 9 heures 30, le train s'arrête au centre de l'immense établissement des aciéries d'Isbergues ; les ouvriers sont très enthousiastes.

Nous les ateliers sont successivement visités par le Président de la République ; on lui fait admirer les laminoirs où d'énormes blocs de fer rougi s'amincissent comme par enchantement ; la coulée du fer éclairant d'une lueur fantastique les ouvriers qui travaillent aux fours.

L'opération la plus intéressante celle qui termine la promenade — c'est l'action de la fonte du fer par le procédé Bessemer.

Ce travail est splendide, les cornues laissant échapper une véritable pluie de feu.

Au moment où le président va remonter dans le wagon, trois adorables petites filles, habillées en bleu, en blanc et en rouge, lui remettent un bouquet.

« Vous formez un drapeau vivant bien gracieux, dit M. Carnot en embrassant les petites filles. »

La locomotive siffle ; les mille ouvriers de l'usine crient : Vive Carnot ! Vive la République ! Nous partons pour Saint-Omer.

Aire, 10 heures 10. — Le train a traversé à toute vapeur les terres des Mines de *Bléchinlinle*, où plus de 500 mâts avec oriflammes ont été dressés.

A Aire, les pompiers, les enfants des écoles, les fonctionnaires se trouvent sur les quais pour acclamer M. Carnot.

On arrête vingt minutes : là encore, des fleurs sont offertes au Président.

M. Fauquette, maire, reçoit les palmes académiques. Une médaille de sauvetage est décernée au pompier Lemaire.

Arques, 11 heures. — A Blaringhem, plusieurs centaines de personnes à la tête desquelles se trouve le maire criant à pleins poumons : Vive Carnot ! Vive la République !

A Wardrecques, mêmes manifestations ; les habitants chantent la *Marseillaise*.

AUX FONTINETTES

A 10 heures 1/2, on arrive à l'ascenseur des Fontinettes.

M. le maire d'Arques, souhaite la bienvenue à M. Carnot en ces termes :

Monsieur le président de la République,

J'ai l'honneur de vous présenter le conseil municipal et la municipalité de la ville d'Arques.

Au nom de tous mes concitoyens, j'adresse l'hommage de notre respect au premier magistrat du pays, dont le nom *si justement* cher à nos populations signifie *honneur, probité et patriotisme* héréditaires.

Il y a un mois à peine, Monsieur le Président de la République, vous *exprimiez les pieux* sentiments de la *France moderne* à l'égard de nos pères de 1789.

Soyez persuadé que nous nous honorerons toujours de continuer *leur œuvre de justice et de liberté*, si magnifiquement définie par vous, dans un grave et beau langage qui vibrait l'âme même de la *nation* une et indivisible.

Dix-huit années de relèvement national et de paix laborieuse et féconde, ont affermi dans nos âmes, la conviction que la République est le *gouvernement réparateur* et *nécessaire*. Aussi, monsieur le *président, je suis heureux et fier de vous adresser ici l'expression* de notre foi républicaine, qui n'est que la foi dans les destinées *de la patrie*.

Vive la République !

Vive Carnot !

Les honneurs sont rendus par le 8e de ligne, la gendarmerie et les pompiers.

Deux bateaux de passage, très coquettement décorés servent à montrer au Président la manœuvre de l'ascenseur.

M. Carnot et sa suite prennent place dans de jolis canots qui les descendent sur les quais.

Après une visite à la salle des machines, le Président remonte dans le train salué par les vivats de la foule.

A St-Omer

Avant l'arrivée

St-Omer, 10 heures. — Les habitants de St-Omer ont rivalisé de zèle, d'entrain, d'initiative et de goût pour faire au premier magistrat de la République une réception digne de sa personne et des hautes fonctions dont il est investi.

Le municipalité a voté 25.000 francs pour les fêtes, mais à côté de cela des souscriptions ont eu lieu dans chaque quartier et chacun, non seulement y a été de sa bourse mais aussi de sa personne.

On est arrivé ainsi à des résultats étonnants.

Si je ne puis vous donner en détails la description de toutes les décorations dont la ville est ornée, je tiens cependant à vous donner un aperçu.

Tous les édifices communaux sont naturellement les appropriés et pavoisés.

L'Hôtel de Ville, entré autres, sans compter les embellissements intérieurs est parfaitement décoré.

Sur la place principale, on a posé une marquise volante destinée à protéger le Président.

Autour du monument, sur la corniche du premier étage, on a installé une rampe de gaz pour les illuminations de la soirée.

Il en est de même à tous les monuments publics.

Mais les préparatifs officiels sont éclipsés par ceux de la population.

C'est à la porte de Dunkerque — reblanchie sous la voûte que commencent les décorations.

La rue de Dunkerque est bordée de mâts de sapins que relient d'interminables guirlandes de verdure ; semées de roses naturelles et de cocardes tricolores.

Le coup d'œil est très beau. Je suis le parcours tracé par le cortège officiel et je cite au fur et à mesure que je le rencontre les arcs de triomphe et les décorations de tous genres.

La première fausse porte, surmontée d'un fronton triangulaire porte l'inscription : « La ville de St-Omer à C. M. Carnot de Feulins, ancien directeur de ses fortifications. »

Les brasseurs ont élevé un arc de triomphe en rondelles sur la place du Haut-Pont. Gambrinus y figure sur son tonneau ; au frontispice on lit : « Le Syndicat des brasseurs de St-Omer, à Monsieur le Président de la République française. »

Signalons au passage l'admirable décoration de la maison de M. Ringot, maire de St-Omer.

Les fausses portes et les inscriptions flatteuses pour le Président se succèdent à peu de distance. Rue Jacqueline-Robins : La Ville de Saint-Omer aux Carnot : 1789-1889.

Rue Robert-le-Frison on lit : « A l'organisateur de la Victoire. »

La Société de gymnastique et d'armes a élevé un portique marbré portant ces mots : « La Société de gymnastique et d'armes à M. Carnot, président d'honneur du concours fédéral de 1889. »

Rue de l'Avoine on lit : « La ville de St-Omer à Léonard François du Pont, *ancien échevin, aïeul du grand Carnot* : 1736-1786. »

Les rues donnant sur la grande voie que doit parcourir le cortège sont nombreuses, toutes sont ornées de fausses portes avec des inscriptions en l'honneur de M. Carnot.

J'en cite quelques-unes : rue Robert le Frison : La ville de St-Omer à ses hôtes des 2 et 3 juin 1889 » : rue Le Sergeant : « A L. N. M. Carnot, tribun 1793-1795 » : rue Simon Ogier : « A L. N. M. Carnot, membre du Directoire. »

Au croisement de ces deux rues et de la rue de Dunkerque, l'arc-de triomphe des francs-tireurs avec cette inscription : « La Société des Francs-Tireurs à Monsieur le Président de la République.

Nous arrivons à un arc de triomphe extrêmement original : c'est un rocher dans le genre de celui du Jardin Vauban, à Lille, mais beaucoup plus élevé.

A l'entrée de la rue du Saint-Sépulcre on lit : « Commune de Salperwick à M. Carnot, président de la République. Souvenir du 17 mai 1791 ».

En face, sur la rue de Valbelle on lit : « La Ville de Saint-Omer au Grand Carnot, son député à la Convention et le défenseur constant de ses intérêts. 1793-1806. »

Les arches de St-Georges ont élevé une fausse porte monumentale encore surmontée d'une perche avec sa grille d'oiseaux.

A la rue des Carmes on lit : « Les écoles communales de St-Omer à Lazare-Hippolyte Carnot, ancien ministre de l'instruction publique 1848. »

La Grande-Place est entourée de mâts et d'arbustes du plus gracieux effet.

A la porte de Calais, l'hommage de nos voisins de St-Martin-au-Laërt. On y lit : « La commune de St-Martin-au-Laërt à M. Carnot, président de la République. Souvenir du 11 mai 1790. »

A l'entrée de la rue des Cuisiniers, un arc de triomphe, de style Renaissance porte l'inscription : « La ville de St-Omer au Président de la République. »

La rue est superbement décorée, on passe sous une véritable voûte de draperies tricolores.

A l'entrée de la rue du Commandant, c'est l'arc de triomphe de la Société des Fêtes : « Au Président de la République, la Société des Fêtes. »

Rue de l'Ecusserie les sapeurs-pompiers ont construit une fausse porte avec trois

---

FEUILLETON DE L'*Avenir de Roubaix-Tourcoing* 50

Le Docteur Vampire

QUATRIÈME PARTIE

Un ami d'Outre-Mer

— Soit. Est-ce uniquement pour cela que vous m'avez dérangé ?

— Je ne me le serais pas permis, fit Cartaux, de son ton pharisaïque. Je n'avais même pas prévu l'incident.

Il s'agit d'une affaire plus sérieuse.

Céphas Cartaux prit un temps, s'appuya sur son fauteuil de cuir, et affectant cette fausse rondeur devant laquelle le comte se mettait immédiatement sur ses gardes :

— Mon cher comte, dit-il, votre affaire est probablement la dernière dont je m'occuperai.

— Parlez-vous sérieusement ?

— Oui, je me sens fatigué ; j'ai peu amassé mais il ne faut pas beaucoup pour me suffire. J'ai l'intention de liquider.

Le comte, pressentant vaguement une motion exceptionnelle, évita de renouveler son interruption.

Cartaux poursuivit en montrant du geste les curtons et les sacs empilés autour de lui :

— Je mets mes papiers en ordre, et, justement j'ai retrouvé dans cette épluche, quelques chiffons qu'il était inutile de laisser à mon successeur. Il n'y comprendrait rien, tandis qu'ils peuvent avoir de l'intérêt, — un intérêt historique, pour des personnes de ma connaissance et de ma clientèle.

Le comte comprenait de mieux en mieux. C'était ce qu'on argot de ces cavernes on appelle une séance de *chantage*.

— C'est important ? demanda t-il en réprimant sa colère qu'il sentait grossir intérieurement.

— Sans cela, vous aurais-je fais venir ?

— Alors, ce serait cher ?

— Ah ! vous sentez, il faut y mettre le prix et puis, ce qui paraîtrait cher à de pauvres gens sera toujours bon marché pour les richards.

— Bon Dieu ! exploités comme nous le sommes, nous n'avons garde d'être des richards ! C'est bien la trentième fois que vous m'obligez à vous le répéter !

Voyons, jouons cartes sur table. D'où vient cette mise en scène ? . . Pourquoi cette rançon que vous exigez aujourd'hui, lorsqu'hier encore vous me teniez les propos les plus dévoués ? Désespérez-vous donc de mon affaire ? ma succession est-elle ouverte ? est-ce une de mes épaves que vous voulez ?

Mais *non, mais non*. Mon Dieu, quel homme ! Je vous dis les choses simplement, et vous voyez des montagnes.

De Boves secoua sa grosse tête avec incrédulité.

— Quels sont au juste ces papiers, dit-il, et que réclamez-vous ?

Sa voix monta, montait, et le sang commençait à injecter ses yeux.

IV

LA LUTTE SANGLANTE

Céphas Cartaux savait le mal qui menaçait son client. Il usait vis-à-vis de lui de toutes sortes de ménagements et de coquetteries dès qu'il voyait le sang lui monter à la tête, et pour lui faire certaines ouvertures, il prenait des circonlocutions infinies.

— Ah ! ça, fit-il, voilà déjà que vous vous effarouchez. Je ne vous ai pourtant rien dit de bien terrible ! Au contraire, avant entre les mains des pièces dont un autre pourrait abuser, je veux vous les remettre, et vous me regardez comme si vos yeux étaient des revolvers.

— C'est bon, je me calme, je vous écoute..... Qu'est-ce que vous me demandez, et que me demandez-vous en échange ?

— Ce n'est pas le diable, allez ! Je vous répète que c'est ma dernière affaire, après celle nous serons quittes, je prends ma retraite définitive, je vais planter mes choux dans un coin de closerie que vous me cédâtes, il y a six à sept mois.

Tenez, voici la chose.

Il ouvrit lentement un tiroir de son bureau, et en tira deux feuilles de papier timbré de format de trente-cinq centimes, écrites d'un seul côté, avec de gros paraphes et deux estampilles noires, l'une portait la mention de l'enregistrement, l'autre le nom d'un notaire.

— Ces papiers étaient, qu'il avait extraits récemment des dossiers aux vieux cordons noircis.

— Qu'est-ce que ces grimoires ? demanda le comte.

L'homme de loi lui mit sous les yeux les estampilles et les signatures, mais les tenant assez loin pour qu'il ne pût les toucher.

— Reconnaissez-vous ces noms et ces marques ? lui demanda-t-il.

Le saisissement fut tel que celte fois, au lieu de s'emporter, le visage de son interlocuteur devint livide.

Ses mains s'avancèrent fébrilement pour saisir ces papiers. Mais Cartaux était sur ses gardes : déjà il les avait replongés dans le tiroir et il avait repoussé celui-ci.

— Traître ! . . s'écria de Boves, tu m'avais juré les avoir détruits !

— Ne nous emportons pas, et restons parlementaires, répondit, sans s'émouvoir, l'homme de loi, préparé depuis longtemps à cette scène.

Que j'aie juré, que j'aie promis débrûler ces papiers, c'est possible à la rigueur, je ne m'en souviens plus ; c'est si vieux ! Or qu'il y ait de positif, c'est qu'ils existent et qu'ils sont à votre disposition.

— Oui, mais je te les ai déjà payés et je ne recommencerai pas !

— Paroles ! . . . Vous ne supposez pas que je me suis donné la peine de les conserver pendant quatorze à quinze ans avec tant de soin, uniquement pour m'entendre dire des duretés.

— Je ne donnerai rien, rien, rien !

— Alors, n'en parlons plus ; mettons qu'il n'en a pas été question ; désolé de vous avoir dérangé inutilement.

— Moi qui avais tant de confiance en vous ! murmura de Boves, changeant de ton et cédant à sa consternation ; c'est un trait infâme. On a raison de dire qu'on n'est trahi que par ceux à qui l'on se fie !

— Mais non, mais non.

Ces papiers ont un caractère historique, vous le voyez, du reste. Ils tiennent à l'origine de votre fortune. . . Je vous le jure, Croirez-vous qu'en les retirant de la liasse où je les gardais, j'ai éprouvé une étonnante émotion, moi qui suis comme vous pas mal bronzé.

Ces deux quittances soustraites au dossier d'une honnête famille, dans l'étude de Me Chevert, qui venait de mourir et n'était pas encore enterré, et avant l'arrivée de son successeur, ça été mon premier pas... et c'est vous qui me l'avez fait commettre.

Oh ! je ne récrimine pas, j'avais des dispositions. Seulement je dis que cela nous reporte loin tous deux, et que ces papiers jaunis n'ont pas perdu leur valeur...

Je les offre à vous, et vous m'appelez traître ; mais si je les proposais au gendre de feu madame Duffant, croyez-vous qu'il me marchanderait comme vous le faites ?

— Il faudrait peut-être vous remercier ? fit le comte.

— Dame ! ça vous prouve au moins que je vous veux plus de bien qu'à vos adversaires !

— A moins que ça ne prouve plutôt que vous me supposez meilleur à exploiter que ces pleutres sans son ni maille.

Il y eut un moment de silence ; l'homme de loi se tenait calme dans son fauteuil de cuir, les jambes croisées, laissant à son client le loisir de la réflexion. Le comte passait, dans une seconde, du jaune au violet, ses narines s'écartaient pour exhaler sa respiration bruyante, ses gros yeux revenaient sans cesse dans la direction du tiroir.

Il ne pesait pas comme le supposait Cartaux, les clauses d'un marché à débattre ; la violence de sa rancune et de son dépit dominait tout. Il n'y avait plus aucune issue, aucun ordre possible entre ses idées. Son cerveau ressemblait à un amoncellement de nuages dont le choc va faire éclater une épouvantable tempête.

— Eh bien ! lui dit enfin Cartaux, las d'attendre qu'il se prononça.

Ce mot suffit pour déterminer l'explosion.

— Eh bien ! exclama de Boves se levant et repoussant sa chaise par un mouvement si brusque qu'elle se brisa contre la muraille, eh bien ! j'en ai assez de toi et de ton exploitation ! Je suis las d'être pris pour dupe et rançonné ! . . . Il me faut ces papiers, et je ne paierai rien !

L'homme de loi avait vu si souvent son client en proie à ces accès de violence, et finissant toujours par rendre gorge, que jusque-là il s'était renfermé dans une pleine tranquillité. Cependant ce moment éprouva une vague inquiétude. Les dispositions du comte étaient évidemment mauvaises, pour qu'en présence des pièces importantes qu'il lui offrait, il se montât à ce point, sans qu'aucun chiffre eût été mis en avant.

Il eut cependant assez de présence d'esprit de ne pas se laisser intimider, et conservant son attitude posée :

— Remettons cette négociation à un autre jour, fit-il ; vous êtes mal disposé, aujourd'hui.

— Assez ! s'écria de Boves, dont la fureur s'exhalait à chaque mot. Tu ne te joueras pas de moi plus longtemps. Tu as voulu en finir ; soit ! finissons, ces reçus !

— Halte ! . . . . dit Cartaux, décroisant ses jambes et se dressant sur son fauteuil.

— Je te dis, rugit le comte, se penchant sur lui, ses grosses mains écartées, les traits en fureur et l'écume aux lèvres, je te dis que je veux ces reçus !

— C'est vingt mille francs, répondit l'homme de loi, qui avait prémédité une capitulation, mais qui, sous l'impression croissante qu'il ressentait, se rabattit à ce chiffre infime.

Mais, au degré on atteignait l'exaspération de son interlocuteur, le chiffre ne signifiait plus rien.

— Tu n'auras pas un centime, et je les veux, entends-tu ! Ils sont à moi ; c'est à moi que tu les as volés, puisque je les ai payés déjà. Donnes les, ou je les prends.

En effet, il se retourna pour ouvrir le tiroir, où la clef était restée.

Cartaux bondit de son côté et se mit entre le bureau et le comte.

— Non ! répéta-t-il, c'est vingt mille francs que tu les donne pour rien au docteur Maréchal.

Le malheureux prononçait son arrêt.

A cette menace, à ce nom, le comte, qui déjà n'obéissait plus qu'à la colère, le saisit avec sa force de taureau, par le milieu du corps, pour l'obliger à démasquer le tiroir.

Cartaux, furieux à son tour, voulut se défendre et lutter ; de Boves l'accula à le broyer contre la muraille ; un cri déchirant retentit, Cartaux glissa des mains de son adversaire et s'affaissa sur le parquet.

Il s'était entr'ouvert le crâne contre l'angle d'une embrasure.

— Crève ! cria le meurtrier.

Et, ne perdant de vue son but, il s'élança vers le bureau.

En cet instant, la porte s'ouvrit.

La bourgeoise, qui se tenait en vigie pour saisir son débiteur au passage, attirée vers le théâtre de la lutte, par le bris de la chaise, en avait saisi les principales péripéties.

Au cri désespéré de son maître, elle ouvrit, et aperçevant le corps dont le sang s'échappait, elle se mit à crier d'une voix glapissante : A l'assassin !

(*A suivre*) OCTAVE PEREZ.